

La Guinée : atouts et handicaps au seuil du troisième millénaire.

*Essai synthétique de géographie physique,
économique et humaine*

PAR YVES BOULVERT*

Résumé

Sur la côte ouest africaine, la Guinée bénéficie d'un milieu naturel diversifié. Ce pays maritime, très bien arrosé, dont la morphologie est faite de grands aplanissements cuirassés étagés, est propice aux aménagements hydroélectriques. Ancien pays agricole exportateur, la Guinée est devenue déficitaire en dépit du travail de ses paysans. Son potentiel minier est considérable : or, diamant, fer et surtout premières réserves mondiales en bauxite. Le pays gaspille sa rente minière sans investir suffisamment dans les grands travaux et dans les industries de transformations. A la dictature de Sékou Touré, a succédé un immobilisme politique qui entrave le développement de ce pays.

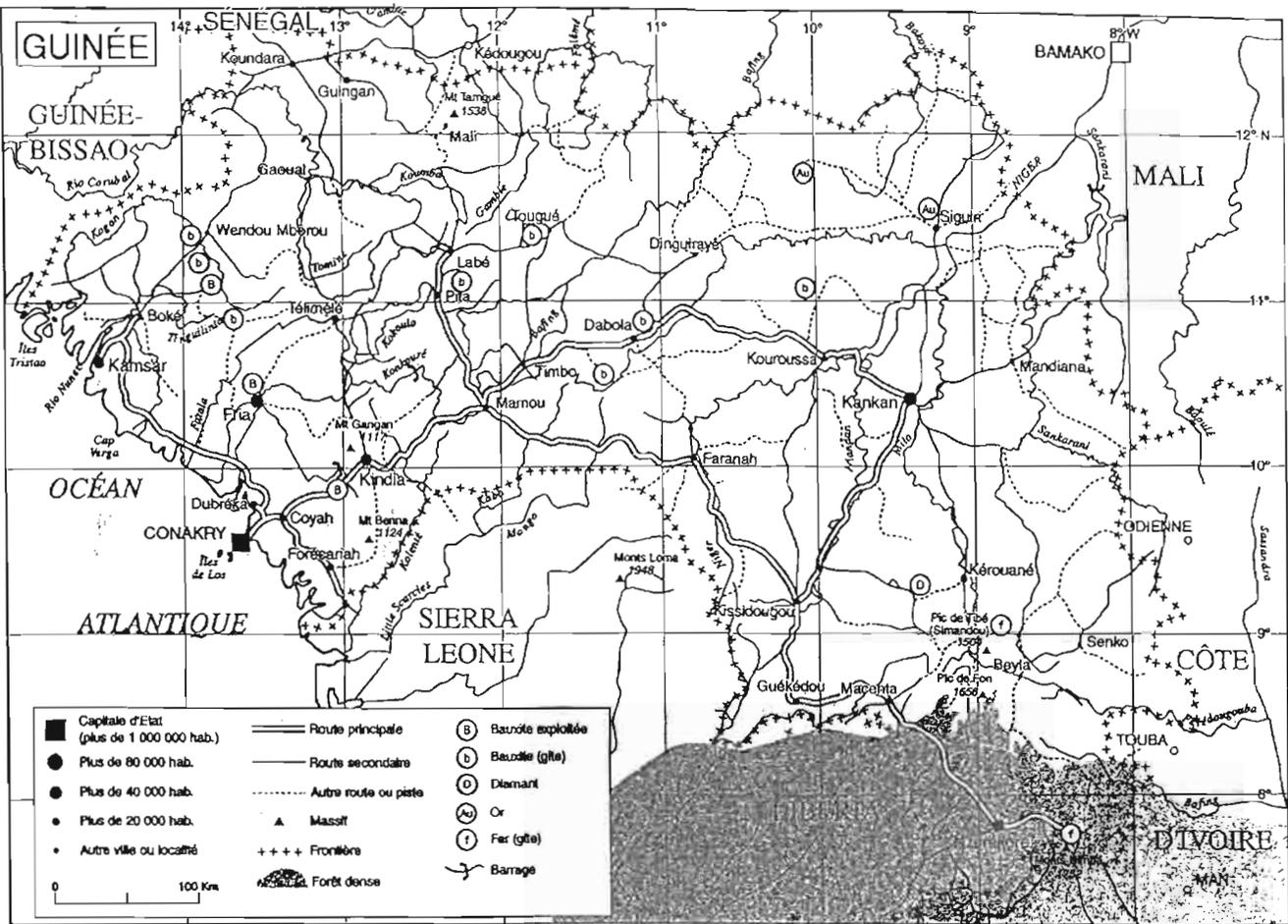
Abstract

Located on the west African ocean coast, Guinea has a diversified physical environment. With high rainfalls, this country presents a geomorphology with large duricrusted planation levels in stairs, allowing hydroelectric projects. In the past, Guinea was exporting tropical fruits; now, in spite of farmers' efforts, the agricultural balance is in deficit. Mining potential is huge: gold, diamonds, iron ore and mainly bauxite – for it, Guinea potential is the first in the world. Mining royalties are spoilt and there is not enough investment into transformation projects. Following the Sekou Toure's dictatorship era, Guinea knows a sad political immobility damaging its future.

Depuis la grande coupure avec le colonisateur que fut la période Sékou Touré, la Guinée fait peu parler d'elle dans les médias, si ce n'est récemment devant les contre-coups entraînés par l'afflux de réfugiés consécutif aux guerres civiles qui ont successivement ravagé Libéria et Sierra Leone. Ce pays

(*) Directeur de Recherche e.r., Membre titulaire Ac. Sc. O.M.

GUINÉE : SCHEMA GEOGRAPHIQUE



est-il suffisamment équilibré et développé pour répondre aux défis du troisième millénaire ?

UN MILIEU NATUREL DIVERSIFIÉ

Situation, population

La Guinée est un pays de 245 860 km² à la population estimée en 2002 (après le recensement de 1996 qui donnait le chiffre de 7 156 000 hab.) à 8 154 000 habitants soit une densité de 33,2 hab./km², avec un taux de natalité de 39,7‰, de mortalité de 14,2‰ soit un accroissement naturel de 25,5‰. L'indice de fécondité est de 6,2 et l'âge médian de la population de 14,9 ans, très jeune donc. La Guinée se situe à l'extrémité occidentale de l'Afrique, entourée, en dehors d'une frange océanique de 320 km de longueur, par la Guinée-Bissau (lusophone à l'ouest), le Sénégal, le Mali et la Côte d'Ivoire (francophones au nord et à l'est), enfin par le Liberia et la Sierra Leone (anglophones au sud). Elle s'étend entre 7°11' et 12°41'N et entre 7°38' et 15°04'W, soit plus en longitude (820 km) qu'en latitude (610 km). Sa forme correspond à un croissant encadrant la Sierra Leone.

De nos jours, les ethnies se répartissent approximativement ainsi : 37 % de Peuls ou Foulbé (en Moyenne Guinée), 32 % de Malinkés (en Haute Guinée), 15 % de Soussou (en Guinée Maritime) auxquels s'ajoutent 10 % de Kissi, Toma et Guerzé (en Guinée forestière) ainsi que quelques ethnies minoritaires : Baga (de Boké), Coniagui (à l'est de Koundara). Les divisions religieuses s'y ajoutent : 74 % des Guinéens sont Musulmans (Peuls, Malinkés mais aussi Soussou), 18 % animistes et 8 % chrétiens (surtout en Guinée forestière ou côtière, mis à part les Coniagui du nord-ouest).

Une hydrographie favorisée par le relief

La Guinée s'étage entre l'Océan et 1 752 m aux monts Nimba à l'extrémité sud-est, point triple frontalier avec Liberia et Côte d'Ivoire. Elle constitue un seuil allongé du sud-est vers le nord-ouest séparant au nord-est les bassins hydrographiques du Niger et du Sénégal des « Rivières du Sud » (Tominé, Kogon, Konkouré, Kolenté, Makona, Diani, ...) orientées vers le sud-ouest et l'Océan. La Guinée apparaît bien comme le château d'eau de l'extrémité occidentale de l'Afrique.

Ces deux grands versants sont d'importance équivalente, mais celui, exposé à la mousson atlantique, est plus arrosé ; les débits spécifiques des cours d'eau s'étalent en moyenne de 10 à 20 l/s/km² au nord-est et de 20 à 40 l/s/km² au sud-ouest.

Un substrat géologique varié

L'est de la Guinée appartient au bouclier ancien ou craton ouest-africain. Selon le BRGM, la croûte archéenne est composée en majeure partie de terrains plutoniques mis en place entre 3,5 et 2,6 G.a. (milliards d'années). défor-

més et fortement métamorphisés pendant les cycles léonien (cf. orthogneiss rubanés) et libérien. Entre 2830 et 2600 M.a. (millions d'années), une activité plutono-métamorphique s'est traduite par la mise en place de granites, monzogranites ou granodiorites. Sur la croûte plutonique archéenne, reposent des formations associant sédiments détritiques, roches basiques à ultra-basiques ou quartzites ferrugineux rubanés, constituant des ceintures pouvant atteindre 150 km de long (cf. chaînes des monts Nimba, Simandou).

Le Paléoprotérozoïque de la Dorsale de Man (2,25 à 1,9 G.a.) comprend des métavolcano-sédiments et des granites, rattachés au cycle birimien. Les ceintures volcaniques (chaînons du Niandan et de Kiniéro) y sont rapportées à des contextes géodynamiques variés. Le Birimien comporte également de vastes bassins sédimentaires à volcanisme subordonné comme celui de Siguiri. Au nord de la dorsale de Man, le sud du bassin de Taoudéni (cf. plateau Manding) est constitué de sédiments détritiques tabulaires reposant en discordance sur le socle métamorphique. La bordure ouest du bouclier ancien est limitée par les chaînes néoprotérozoïques (panafricaines) et calédono-hercyniennes des Rokelides et Mauritanides.

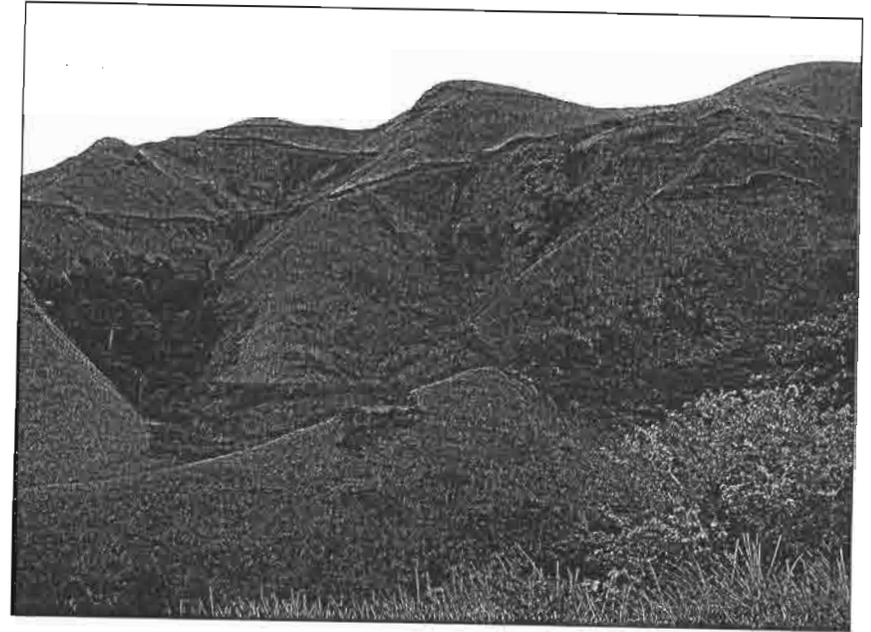
Dans l'ouest de la Guinée (cf. synthèse de M. Villeneuve, 1984), le vieux bouclier n'apparaît qu'à la faveur de boutonnières (cf. Kéniéba); il est en grande partie masqué par une couverture argilo-gréseuse horizontale, datée du Protérozoïque supérieur (900-600 M.a., cf. groupes de Ségou et de Madina-Kouta).

Allongée au N-NE de Gaoual, la partie guinéenne de la chaîne panafricaine (700 à 500 M.a.) dite chaîne des Bassarides, comprend trois unités litho-structurales avec matériaux volcaniques, basiques ou volcano-détritiques. Au-dessus, reposent en discordance des formations détritiques, molassiques, de la couverture protérozoïque supérieur à paléozoïque. La base verte de type flysch débute par une sédimentation glaciaire (mixtite et tillites: 650 M.a.). Elle est surmontée par un ensemble grés-conglomératique, molassique, brun rouge.

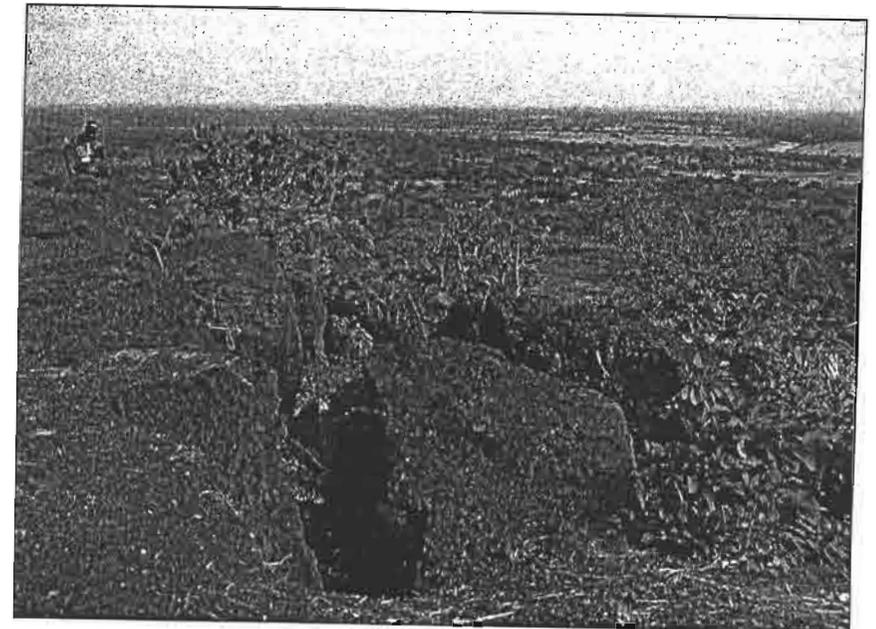
Les terrains paléozoïques ou primaires constituent le bassin Bové subhorizontal ou synclinal de Bafata qui s'enneige au nord-ouest sous le bassin sénégal-mauritanien. A la base, le groupe de Pita ou des grès blancs, forme les grands escarpements gréseux des hauts plateaux du Fouta-Djalou et de la région de Kindia. Au-dessus, le groupe de Téliélé correspond à des alternances de niveaux gréseux et argileux (avec des graptolites siluriennes). Le dernier niveau dévonien, dit suite du Faro, est caractérisé par un matériel fortement détritique et l'abondance de niveaux ferrugineux. Au Jurassique, l'ouverture de l'Atlantique nord se traduit par d'importantes venues doléritiques vers 190 M.a. Au Cénozoïque, à un important cuirassement bauxitique, succède un cuirassement ferrugineux qui se poursuit au Quaternaire à côté d'un fort alluvionnement côtier avec développement de mangroves.

Morphologie et sols diversifiés (Y. Boulvert, 2000)

Pédologiquement, la Guinée correspond à de vieux sols kaoliniques: les sols ferrallitiques faisant place sur la frontière nord à des sols un peu moins évolués, dite ferrugineux troncaux.



Massif dénudé du Nimba (site Pierre Richaud, 1611 m).
Noter la dénudation locale, à l'exception de quelques têtes de sources, du massif sur quartzito-schistes ferrugineux redressés, 7°40'30"N – 8°22'W, 13 avril 1997.



Escarpement cuirassé surplombant la vallée du Milo à Kankan,
479 m – 10°20'N – 9°18'W, 13 mai 1998.

La Guinée présente des régions naturelles différenciées. On pourrait la subdiviser en notant qu'au nord du 10° parallèle, l'induration ou cuirassement est généralisée, tandis que son importance décroît rapidement vers le sud et la Guinée forestière. Morphologiquement, un grand escarpement du type glist s'allonge, de Conakry au sud-ouest, vers Bamako au nord-est. La plaine côtière de Guinée est en effet surmontée par le grand escarpement gréseux du plateau Bové qui culmine, comme une carène de navire au mont Benna, à près de 1000 m au-dessus du piedmont de Forécariah – Moussaya. On peut suivre cet escarpement vers Kindia, la rampe de Souguéta, la chute de Dabola, Dinguiraye, puis l'escarpement méridional du plateau Manding qui surplombe bientôt le Niger jusqu'à Bamako. Cet escarpement ne correspond pas, comme le confirme le remarquable entonnoir de percée cataclinale du Bakoy, à la ligne de partage des eaux Sénégal-Niger, jalonnée par de simples buttes témoins.

Vers le sud, s'étend la vaste pédiplaine du Haut Niger, au cuirassement ferrugineux peu intense. Elle apparaît coupée en deux par la chaîne volcanique du Niandan-Banié, prolongée par l'axe itabiritique du Simandou. A peine inclinée vers le nord-est, cette pédiplaine sénile est entaillée dans sa partie méridionale par les «Rivières du Sud». Les sols y sont rajeunis (avec argiles de type illite et interstratifiés) et des reliefs rocheux y sont dégagés: massifs d'inselbergs granitiques de Macenta – Guékédou et de quartzites ferrifères (Nimba, Simandou...).

Les influences du cuirassement surtout bauxitique, de la tectonique et de la structure ont entraîné un modelé beaucoup plus heurté au nord-ouest de la Guinée. On y observe une succession d'aplanissements en panneaux plus ou moins déboîtés ou déjetés: hauts plateaux du Fouta-Djalon, plateaux cuirassés Bové ou de Tougué-Timbo, plateau gréseux de Kindia-Télimélé, replat de Linsan. Le tout est profondément incisé par le réseau hydrographique avec des vallées surimposées comme celles du Konkouré. Intrusions doléritiques (avec rares vertisols), alternances de grès durs et d'argilites tendres jouent un rôle essentiel dans le modelé, de même les paysages dénudés sur cuirasses subaffleurantes des «bowé».

Ces plateaux surmontent un piedmont autour de Koundara et sur la côte où il s'enneige sous les alluvions de la mangrove, grenier à riz du pays, pouvant s'adapter à l'halomorphie de ses sols. Dans l'intérieur du pays, les multiples et étroits petits bas-fonds hydromorphes sont de plus en plus aménagés pour cette spéculation.

Un climat contrasté, une flore et une faune dégradées

Le climat guinéen résulte de l'opposition fondamentale entre les masses d'air boréal sec (alizés et harmattan) dues aux hautes pressions de l'anticyclone des Açores et les masses d'air humide d'origine australe (alizés austraux) dues à l'anticyclone de Sainte Hélène. A la décroissance latitudinale, normale en Afrique occidentale, du sud (P: Pluviométrie moyenne annuelle = 1940 mm à Nzérékoré) vers le nord (P = 1332 mm à Siguiri), s'ajoute l'effet de mousson frappant de plein fouet la côte guinéenne allongée du sud-est vers le nord-ouest: ainsi P = 4351 mm à Conakry contre P = 2097 mm à Kin-

dia, cent kilomètres à l'intérieur des terres. Alors qu'en janvier les quelques pluies proviennent du sud et de l'équateur, au cours de l'année l'axe principal de pluviosité se déplace vers la direction SW-NE, en restant perpendiculaire au rivage.

Pour l'agronomie notamment, plus importante que la quantité de pluie, c'est la répartition des précipitations qui importe. Ainsi les valeurs très élevées de pluviosité relevées à Conakry s'observent avec cinq mois de saison sèche, sous un climat à deux saisons alternées dit soudano-guinéen. Il s'agit là d'un climat de transition entre le climat guinéen à saison sèche réduite, correspondant à la grande forêt dense, et le climat soudanien dans lequel la saison sèche l'emporte progressivement en durée sur la saison humide; cette tendance s'accroît au nord-est vers le Mali.

A l'intérieur du domaine guinéen, le secteur septentrional dit périforestier correspond à une végétation arbustive (cf. *Terminalia schimperiana*) pyrotolérante, à côté de savanes herbeuses (à *Pennisetum purpureum* ou herbe à éléphants). On l'observe sur l'interfluve séparant le bassin du Niger des «Rivières du Sud». Au sud, la forêt dense humide sempervirente (avec *Turraeanthus africanus*, *Drypetes chevalieri*...) ou semi-caducifoliée (à *Triplochiton scleroxylon*, *Terminalia superba*), très fortement anthropisée et dégradée ne subsiste guère que dans les aires protégées de Diéké et Ziama.

De même, le domaine soudanien englobe les aires du karité (*Vitellaria paradoxa*), d'*Isobertia sp.*, de *Monotes kerstingii* et d'*Uapaca guignardii*. Sa limite méridionale passe à peu près par Simandou, Komodou, Dabola, Mali et Koundara. Dans cette optique, le Fouta-Djalon et la Guinée maritime se rattachent au domaine intermédiaire soudano-guinéen (avec *Cussonia arborea*, *Entada abyssinica*...) qui ne peut correspondre, en raison de la saison sèche, à la végétation forestière, d'autant plus que les grandes plaques de cuirasses subaffleurantes ne permettent qu'à une maigre pelouse herbeuse (à *Ctenium newtonii*, *Sporobolus sp.*) de s'installer sur ces bowé. Sur les hauts plateaux, un effet dû au relief se fait sentir: *Parinari excelsa* y trouve son optimum écologique et devient dominant au-dessus de 1000 m. L'esquisse phytogéographique de Guinée (Y. Boulvert, 2000) apparaît en corrélation étroite avec les subdivisions agroclimatiques établies par R. Diziain (1999) selon la répartition de la pluviométrie.

Si la faune de grands mammifères a pratiquement disparu de Guinée, l'avifaune demeure variée. A titre de curiosité, on peut évoquer le *Nectophrioides occidentalis*, crapaud vivipare unique au monde qui s'est diversifié sur les sommets du mont Nimba.

RAPPEL HISTORIQUE SOMMAIRE

Selon les fouilles archéologiques, la Guinée serait peuplée depuis au moins 30000 ans. Il y a un millénaire, deux populations mandingues, venues du nord-est, étaient installées sur l'actuel territoire guinéen, les Soussou à l'ouest, les Malinkés au nord-est. Aux X-XII^e siècles, la Guinée fait partie du royaume Manding, vassal de celui du Ghana. Il est remplacé aux XIII-

T

XV^e siècles par l'empire musulman du Mali dont la capitale Niani (au sud-est de Siguiri) fut détruite par l'empire Songhaï en 1450. A la fin du XV^e siècle, les côtes sont reconnues et cartographiées par des navigateurs portugais (îles Tristao: 1450, Cap Verga, îles de Los: 1460, récifs Alcatraz: 1471) qui créent leurs premiers comptoirs aux embouchures des «Rivières du Sud». En 1725, une migration peul, venue du Sénégal, installa sur le Fouta-Djalon un régime féodal théocratique. A partir de 1794, après les Anglais Watt et Timberson, les explorateurs européens se succèdent: G. Mollien (1818), R. Caillié (1827) jusqu'à Aimé Olivier, comte de Sanderval (1877-1900). Leurs itinéraires permettent la reconnaissance du territoire et, par voie de conséquence, en facilitent la prise de possession pacifique à l'ouest, difficile à l'est en raison de la résistance guerrière du chef malinké Samory Touré de 1876 à 1898. A la charnière XIX-XX^e siècles, les frontières se fixent progressivement, résultat du «partage colonial» avec les Portugais (1886), les Britanniques (1889-95) et les Américains qui soutiennent le Liberia resté indépendant. Les frontières, internes à l'ancienne Afrique Occidentale Française, résultent d'un simple découpage administratif.

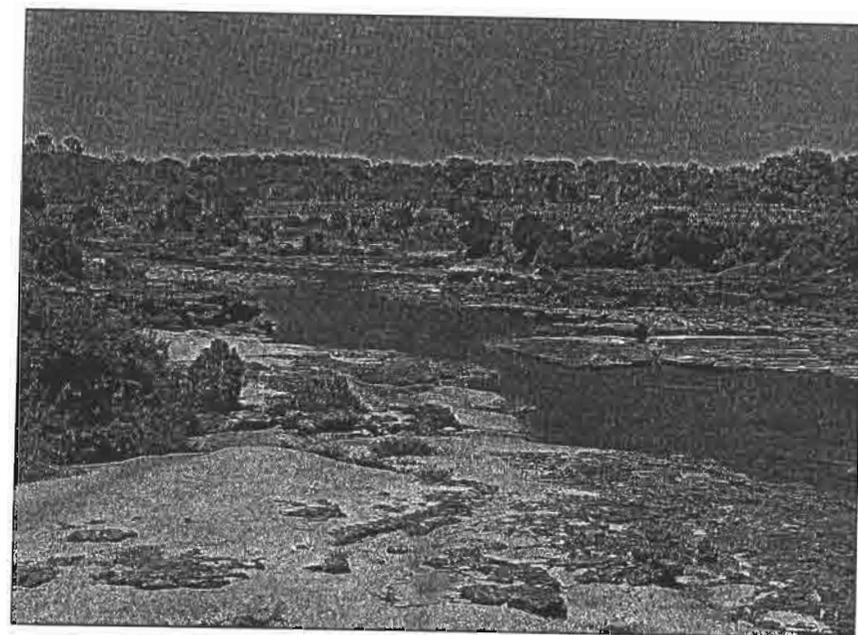
Au début du XX^e siècle, l'achèvement de la pacification voit le colonisateur français entreprendre la réalisation du port de Conakry et des voies de communication, notamment le chemin de fer vers le Niger, tortueux et à voie étroite; celui-ci atteint Kankan en 1914. Cet axe, joint à la proximité relative, *via* la mer, du marché européen, entraîne l'aménagement par des planteurs européens de bas-fonds pour des cultures forestières de rente: bananes surtout, mais aussi ananas. A l'essence d'orange venue du Fouta-Djalon, s'ajoute l'or traditionnellement extrait de la région de Siguiri. Des prospections minières permettent la mise en exploitation du fer, mélangé de chrome, à proximité immédiate de Conakry, dans la presqu'île du Kaloum, et de bauxite aux îles de Los. Un gigantesque barrage sur le Konkouré était prévu pour mettre en exploitation la bauxite de la région de Fria et la transformer sur place en alumine, puis en aluminium par électrolyse.

En 1958, la décolonisation s'accélère avec le passage de la loi cadre de 1956 à l'éphémère Communauté 1958-1960. La personnalité du représentant guinéen, Ahmed Sékou Touré, syndicaliste marxiste, s'affronte à celle du Général de Gaulle et c'est la rupture brutale avec l'ancien colonisateur qui, prenant acte, retire son administration, planteurs et commerçants devant rapidement tout abandonner. Ayant cherché un soutien auprès des USA et surtout de l'URSS, la Guinée étatique son économie, l'État ne vivant pratiquement plus que par les redevances des sociétés minières.

Le pays se coupe du monde extérieur, laissant son économie se dégrader et la dictature s'installer: plus d'un million de Guinéens sont contraints de s'exiler. A la suite du décès en 1984 du président Sékou Touré, malinké, son ancien chef d'état-major, un Soussou de la côte, le Colonel Lansana Conté lui succède avec un programme de redressement national sous les auspices du FMI: forte dévaluation et remplacement de la monnaie nationale ou syli par le franc guinéen (en septembre 2002, 1 euro = 1 949 francs guinéens), privatisation ou liquidation des entreprises nationalisées, dégonflement d'une fonction



A l'ouest de Téliélé, bowal de glacis au pied d'un escarpement gréseux (avancée du Fouta Djalon), 10°47'N - 12°40'W, 16 avril 1997.



Vallée du Konkouré incisée dans les grès, en basses eaux,

ANALYSE SECTORIELLE SUCCINCTE DE L'ÉCONOMIE GUINÉENNE

«L'État du Monde 2002» indique pour la Guinée, un produit intérieur brut (PIB) de 14026 millions \$, soit 1934 \$ par habitant. Il s'agit là d'un PIB-PPA : c'est le PIB révisé à parité de pouvoir d'achat, ce qui place la Guinée au 151^e rang sur 207 pays. Les importations (douane) s'élèvent à 660 millions \$ (dont 51,6 % provenant de l'Union Européenne, 24,6 % de l'Asie, et 11,6 % de l'Afrique). Elles sont compensées et au-delà par des exportations de 700 millions \$ (dont 48 % U.E, 31,2 % Pays en développement et 17,7 % USA). Cependant la dette extérieure totale s'élève à 3518 millions \$, dont 296 millions \$ vis-à-vis de la Russie. Toutefois, la Guinée vient de bénéficier d'un important allègement du service de sa dette extérieure (800 millions \$ – cf. initiative de réduction de la dette pour les pays pauvres très endettés PPTE) et d'une aide massive : 230 millions \$ de la seule Banque Mondiale.

Plus classiquement le revenu national brut (RNB ex PNB) par habitant n'est que de 490 \$; d'autres sources indiquent 460 \$. Contrairement au PIB, le PNB intègre les transferts venus de l'étranger. En Guinée, les pourcentages du PIB se répartissent ainsi : 23 % à l'agriculture, 36 % mines et industrie, 41 % services et divers.

Une agriculture devenue déficitaire

L'agriculture guinéenne occupe encore 67 % de la population active guinéenne. On estime que moins d'un tiers de la superficie de la Guinée, soit 7 millions d'hectares, est cultivable, mais seulement 20 % de ces terres arables sont exploitées. La Guinée compte environ 700 000 exploitations de 2 hectares en moyenne. En 2000, la Guinée a produit 870 milliers de tonnes de manioc-tubercule (avec un rendement de 6,3 t/ha), 750 de riz (1,5 t/ha), 182 d'arachides-coques (1), 150 de bananes, 111 de fonio (graminée régionale, 0,85), 85 de maïs-grains secs (1), 52 de palmistes-régimes (2,7), 36 de coton, 21 de café (2,5), 12 d'hévéas (2,2).

Le riz représente l'aliment de base du Guinéen. En 1995, on estimait qu'il était cultivé sur 438 000 ha, soit près de 49 % des superficies vivrières. Sa culture était pratiquée dans 321 000 exploitations. Le riz ne couvre plus que 55 % de la consommation totale du pays, estimée à 580 000 t. de riz décortiqué, ce qui correspond à 88 kg par habitant et par an.

Un gros effort personnel d'investissement de la part du paysan guinéen se poursuit pour l'aménagement individuel des bas-fonds irrigués et de la mangrove côtière. Des travaux récents (Guinée – IRD) ont montré qu'une gestion alternée de l'eau de mer (en saison sèche) et de l'eau douce (en saison de culture pluviale) permettait d'atteindre un rendement de trois tonnes par hectare, soit cinq fois ceux des rizières environnantes.

On doit signaler également des cultures maraîchères qui pourraient être développées sur les plateaux du Fouta-Djalon si elles n'étaient concurrencées par les importations. On y a ainsi produit en 2000 : 2 500 tonnes d'oignons, 2 000 t. de tomates de terre et 15 000 t. de tomates

Exportateur agricole (notamment de fruits : bananes, ananas) dans les années cinquante, la Guinée est devenue très déficitaire. Pendant la période Sékou Touré, la politique des fermes agro-pastorales d'arrondissement a eu des effets désastreux. En 1998, le pays a exporté 24 000 tonnes de café, 5 800 de cacao, 8 400 de coton et 2 200 de fruits frais tandis qu'elle importait 166 000 tonnes de riz, 76 de farine et 61 de sucre !

Un élevage traditionnel, une pêche en progrès

Entre 1986 et 1991, le cheptel bovin guinéen était tombé de 2 500 000 têtes à 1 800 000, il est remonté à 2 368 000 têtes pour 210 000 éleveurs, ce qui correspond à un petit troupeau familial de 11 têtes par éleveur. Le bétail est trypanotolérant. Les traditions d'élevage des Foulbé du Fouta-Djalon sont anciennes avec liaison agriculture-élevage, enclos à bestiaux, utilisation du fumier..., mais les progrès sont infimes.

Durant des années, les eaux territoriales guinéennes furent «braconnées» par des chalutiers étrangers, le pays ne disposant que de modestes pirogues. Les progrès de la pêche, avec l'appui scientifique de l'IRD à la station de Boussoura, sont récents. La pêche industrielle s'élève en 1998 à 50 500 tonnes, la pêche artisanale à 48 000 t. et la pêche fluviale à 2 500 t. La ferme d'élevage de crevettes, installée sur l'île Tamara, a dû fermer. La consommation de poisson s'est accrue : 11 kg/pers. en 1997 contre 7,2 en 86. Avec 10 000 emplois directs et 10 000 indirects, la pêche contribue pour 3 % au PIB national ; elle fournit surtout 40 % des protéines animales consommées dans le pays.

Un potentiel minier considérable encore sous-exploité

À l'image du Katanga et de l'Afrique du Sud, certains disent que la Guinée, «regorgeant de richesses naturelles», est un «scandale géologique». Il est vrai que son potentiel minier est considérable.

Le minerai de fer de la presqu'île du Kaloum, sous forme de dunite, est très riche mais difficile à traiter en raison de sa teneur en chrome. L'exploitation, arrêtée en 1965-66, ne pourrait être reprise, l'expansion de la ville de Conakry s'étant réalisée sur toute la presqu'île. En revanche, tous les espoirs sont permis avec les riches gisements de fer des itabirites des monts Nimba (réserves exploitables d'un milliard de tonnes de minerai à haute teneur : 65 %) et Simandou (3 à 4 milliards de tonnes) au sud-est du pays. Des sociétés sont sur les rangs (Rio Tinto, Euro Nimba – La Source...). La partie libérienne des monts Nimba a déjà été exploitée il y a une vingtaine d'années ; une ligne de chemin de fer avait été construite pour exporter le minerai à la mer. En 1975, la production du Liberia atteignait 20 millions de tonnes. Jusqu'en 1989, c'était le premier exportateur africain de fer. Malheureusement, la guerre civile a tout détruit. Le gouvernement guinéen rêve d'une voie ferrée à grand débit qui, reliant les monts Nimba à Conakry, drainerait ses gisements principaux de fer et de bauxite. Cela paraît bien difficile aujourd'hui. De toute manière, rien ne se fera tant que la paix ne sera pas revenue dans la région. Il faudra aussi se préoccuper de protection biologique : rappelons que le secteur du Nimba avait été classé en réserve naturelle intégrale en 1944 !

En 2000, sur une production mondiale de bauxite de 127 millions de tonnes, la Guinée arrive – après l'Australie, 49 Mi. t. – au second rang avec 15 Mi. t., mais à elle seule, elle possède un tiers des réserves mondiales de bauxite à forte teneur en alumine (45-55 %) : plus de 18 milliards de tonnes de réserves prouvées. L'exploitation en est aujourd'hui assurée par trois grandes sociétés, chacune reliée à la mer par son propre chemin de fer. En premier lieu, la CBG (Compagnie de Bauxites de Guinée) de Boké-Sangarédi où le gouvernement guinéen (49 %) est associé à Halco Mining (51 %), consortium de six compagnies dont Alcoa (USA) et Alcan (Canada). Elle produit 12,5 Mi. t. de bauxite dont 12,1 exportés en 1999 ont assuré 38 % du PIB guinéen. D'ici 2004, on prévoit, avec le soutien du Japonais Mitsubishi, de construire sur le site minier de Sangarédi une usine de production d'alumine d'une capacité de 1 million de t./an pour un coût estimé à 1,5 milliard d'euros.

A la suite d'une grave crise en 1997, la société d'État ACG (Alumina Company of Guinea), avec l'opérateur Reynolds Metal Co., a remplacé le consortium Friguia (Fria-Kimbo) qui, en 1995, produisait 2,3 Mi. t. de bauxite, en partie transformée en alumine (650 000 t.) par Frialco. Ce fut, rappelle J. Larrue (1997), la première usine d'alumine en terre d'Afrique. ACG produit 640 000 tonnes d'alumine et en espère prochainement 700 000.

Enfin, l'Office de bauxites de Kindia-Débélé où l'Ukraine a remplacé l'URSS (l'exploitation de ce gisement a beaucoup contribué à payer les dettes de la Guinée envers l'ex URSS). Prochainement, le groupe russe Roussal doit exploiter le gisement de Dian-Dian; il envisage d'investir 1,15 milliard d'euros pour construire une usine d'alumine d'une capacité de 2,5 Mi. t. Non loin, le site de Sinnthiourou est exploitable. Enfin, les Iraniens projettent d'investir dans le secteur de Dabola-Léguétéra. D'autres secteurs seraient exploitables: Diré-Tougué, Bantiniel-Pita, Niandan-Banié...

L'or alluvionnaire est exploité depuis des siècles par simples puits d'orpaillage dans la région de Siguiri au nord-est du pays. Cette richesse fit la célébrité au Moyen-Age de l'empire du Mali. Ces dernières années, l'exploitation de l'or primaire a été entreprise de manière industrielle – restant délicate – par lixiviation au cyanure de sodium du sapolithe. Les trois principaux sites mis en exploitation sont celui de la SAG (Soc. Ashanti Goldfields, à capitaux australiens) à Kintinian (N.W. de Siguiri) - la production attendue est de 10 tonnes d'or par an, de la SMD (Soc. Minière de Dinguiraye, Norvège-France) à Léro (N.E. Dinguiraye) et de Singalimba près de Kouroussa, par la SEMAFO (à capitaux canadiens), le prix moyen étant de 168 \$ l'once.

Enfin, le diamant est exploité, à l'ouest de Kérouané, dans le secteur de Banankoro-Férouba où l'on a mis en évidence une vingtaine de diatrèmes (cheminées volcaniques) et un grand nombre de dykes kimberlitiques. Les réserves en sont évaluées de 25 à 30 millions de carats. Le groupe sud-africain de Beers succéderait aux Australiens d'Aredor.

A titre, pour l'instant, de simple curiosité, l'on peut signaler l'existence de sources thermales chaudes à Badé-Foulamori (au sud-ouest de Koundara).

Un tissu industriel réduit

Le secteur industriel représente environ 12 % du PIB. Sa part relative est décroissante: le tissu industriel est très réduit. Il était composé d'industries publiques peu performantes, dont une bonne part a été privatisée après 1985. Des sociétés européennes implantées en Afrique ont investi les secteurs rentables: brasseries (Sobragui), limonaderies (Bonagui, Salguidia, CEG), corps gras (Soguipah, Sogecile), ciments (Ciments de Guinée, Eguimat) et tabac (Entag). Il existe à côté un petit secteur de transformations et de substitutions d'importation (savons, tôles, plastiques, peintures).

M. Dewey (1997) a expliqué cette faiblesse du tissu industriel par une industrie insuffisamment compétitive, confrontée à de multiples contraintes. Ce pays manque d'entrepreneurs; on y a mis en place un OPIP (Office de Promotions des Investissements Privés).

Un tourisme pratiquement inexistant

A l'époque coloniale, le Fouta-Djalou possédait avec Dalaba la station climatique de l'Afrique occidentale; Conakry, «la perle de l'Afrique Occidentale Française», était une escale appréciée sur la ligne des paquebots côtiers. Le président Sékou Touré a fait de la Guinée un pays fermé à l'étranger occidental; il ne s'est jamais ouvert au tourisme international. La Guinée présente pourtant l'atout de la variété de ses paysages, la diversité de son folklore, mais elle ne convient pas au tourisme de masse, surtout balnéaire. On n'y compte que deux plages agréables à l'île Roume et au Cap Verga. L'ouverture d'un réseau de routes bitumées facilite l'accès vers l'intérieur du pays. Il reste néanmoins plus facile de circuler en saison sèche, les superbes chutes d'eau dont le pays est pourvu demeurant difficilement accessibles en saison pluvieuse. L'État s'est dégagé de la gestion des structures hôtelières: l'hôtel de Camayenne avait été repris par la Sabena, le grand Hôtel de l'Indépendance par Novotel. Quelques entrepreneurs guinéens apparaissent (Mariador) et de petits hôtels se sont ouverts dans les villes de l'intérieur: des efforts restent à faire quant à la gestion et à l'accueil.

En 1997, la Guinée comptabilisait 95 000 visiteurs mais il s'agissait essentiellement de visites familiales.

ÉVOLUTION RAPIDE DES INFRASTRUCTURES DE BASE

Un potentiel énergétique encore sous-exploité

La Guinée est faible consommatrice d'énergie. Récemment encore, 85 % de l'énergie consommée restait d'origine traditionnelle (biomasse). Disposant d'un potentiel hydro-électrique évalué à 26 000 gigawatts/heure, la Guinée n'en exploite qu'1 %; moins de 10 % des familles ont accès à l'électricité. Faute d'investissements et de maintenance, les coupures d'électricité à Conakry étaient incessantes au début des années 90. En 1992, la production totale d'Enelgui (Entreprise nationale d'électricité de Guinée) était de 270 giga-

watts/heure. Conakry était alimenté par des chutes installées sur la Samou au S-W de Kindia. S'y ajoutaient deux petites chutes aménagées : Kinkon près de Pita et sur le Tinkisso près de Dabola, mais l'état des installations était pitoyable ; en outre, ces usines ne pouvaient fonctionner en saison sèche. La centrale thermique (Tombo 1 et 2) de Conakry d'une puissance de 40 mégawatts s'efforçait d'y suppléer.

A l'aide d'EDF et d'Hydro-Québec, une nouvelle société avait été créée : la Sogel (Société guinéenne d'électricité). Les nouvelles centrales thermiques Tombo 3 et 4 ont pris le relais de Tombo 1 et 2. Surtout le barrage hydroélectrique de Garafiri (au nord de Linsan) a été aménagé sur le Konkouré à l'aide de fonds français, canadiens et arabes. Cette centrale de 75 mégawatts permet depuis 1999 d'alimenter les deux provinces de moyenne Guinée et Guinée maritime en complément de Tombo. Dernièrement les délestages ont repris, faute d'approvisionnement en fioul. En 2001, la privatisation ayant échoué, l'État a repris en main le secteur avec une nouvelle entreprise EDG (Électricité de Guinée). A noter que le rendement du réseau (% production facturée / production livrée) est passé de 44 à 55 % en supprimant des branchements illégaux clandestins.

D'autres projets anciens ressurgissent : celui de Kogbédougou (à 70 km au sud de Kankan) sur le Milo, celui de Fomi sur le Niandan (à 20 kilomètres au sud-est de Kouroussa). Mais retient surtout l'attention le projet d'un deuxième grand barrage sur le Konkouré (à 60 kilomètres en aval), celui de Souapiti/Kaléta de 900 MW, soit 12 fois Garafiri. Il permettrait la construction d'une fonderie d'aluminium de 240 000 t./an à Fria. Dans un but similaire, on parle d'un barrage sur le Kogon près de Sangarédi.

En revanche, la Guinée ne dispose pas de pétrole ; pour le moment au moins, car on ignore si le plateau continental en recèle. C'est un poste important pour les importations. Aussi, en 2000, le gouvernement a-t-il augmenté de 61,5 % le prix du carburant.

Un accès à l'eau en expansion

Faute d'investissements, la Guinée avait accumulé un retard important dans le domaine de l'alimentation hydrique, en dépit de son considérable potentiel en eau. Sous la pression des bailleurs de fonds, le secteur a été restructuré en 1988. Une société de patrimoine étatique, la SONEG (Société Nationale des Eaux de Guinée) définit la législation et la planification, les tâches de gestion étant assurées par une société d'économie mixte, la SEEG (Société d'Exploitation des Eaux de Guinée). Un grand programme d'investissements a été effectué. Ainsi en 1998, à Conakry, 350 kilomètres de réseaux de canalisations ont été réalisés avec une production de 100 000 m³/jour ; il ne devrait plus y avoir de coupures d'eau. Outre la capitale, dix sept villes de l'intérieur sont aujourd'hui desservies pour un volume produit de 29 millions de mètres cubes. Il faut ajouter que des institutions officielles ou des ONG ont effectué des forages d'hydraulique villageoise dans la dernière décennie, sous l'égide du SNAPE (Service National d'Aménagement des Points d'Eau). Selon des statistiques de l'OMS (2000), pour une population urbaine estimée à 2 450 000 habitants, 72 % sont aujourd'hui alimentés en eau potable, 94 %

bénéficient d'un assainissement. Pour une population rurale estimée à 5 000 000 habitants, ces pourcentages passent à 36 et 41 %, soit en moyenne générale à 48 et 58 %. Ces données officielles paraissent relativement élevées, mais cela dépend de la définition de « couverture en assainissement ». L'établissement d'un réseau de drainage ne signifie pas le « tout-à-l'égout » pour chacun ! Il est à noter que si les opérations du SNAPE sont un réel succès à l'intérieur du pays, l'approvisionnement en eau de Conakry se dégrade depuis deux ans.

Organismes et entreprises de transports s'efforcent de rattraper un lourd retard

Faute d'investissements et d'entretien, le réseau guinéen d'infrastructures de transport apparaissait dans les années 80 comme un des plus délabrés et des moins efficaces d'Afrique. A partir de 1986, un projet sectoriel des transports a été mis en place avec financement international. Les anciens ports d'estuaires des « Rivières du Sud », tel Dubréka, Boffa, Boké ont perdu leur fonction portuaire. Un nouveau port a été créé de toutes pièces : le port minéralier de Kamsar pour la bauxite de Sangarédi. Le port de Conakry est artificiel, tout comme ses quais qui s'appuient sur l'ancienne île Tombo à l'extrémité de la presqu'île du Kaloum ; peu profond, il faut le draguer souvent. Il est protégé du large en partie par les îles de Los à l'ouest et par des digues artificielles au nord-ouest. A côté de la darse bananière, avaient été aménagés le port minéralier, un terminal à conteneurs et un appontement pétrolier. Ce port demeure le poumon économique du pays, mais il contribue également à l'engorgement de la presqu'île du Kaloum, avec ses voies minéralières, ses entrepôts, ses poussières de minerais gênantes en pleine agglomération urbaine. Il faudrait songer à un port d'éclatement comme l'ancien port bananier de Benty ou Benti, pouvant accueillir des navires de 12 mètres de tirant d'eau.

A côté de pistes en terre, le colonisateur avait porté son effort sur l'ouverture en 1914 de la voie ferrée Conakry-Kankan (662 km) qui ambitionnait d'être la voie d'évacuation du bassin du Niger. Cette voie métrique non modernisée a cessé de fonctionner dans les années 60. Les trois sociétés minières ont créé leurs propres lignes d'évacuation de minerai mais il n'existe plus de trains de transport de voyageurs. Le réaménagement des infrastructures existantes sur les 36 premiers kilomètres devrait permettre d'améliorer par des navettes le transport collectif urbain de Conakry. De même, l'emprise de cette ligne pourrait être réhabilitée pour l'exploitation future des bauxites de Dabola-Tougoué.

En 1984, le réseau routier guinéen comportait 5 000 kilomètres praticables dont 1 200 bitumés. En 1996, la Guinée disposait d'un réseau de routes classées de 15 240 kilomètres dont 6 825 nationales (1 960 asphaltées et 4 866 en terre) et 6 770 régionales. Le modelé accidenté et la violence des pluies confirment l'intérêt du bitumage (durée 12 ans) sur les routes en terre (3 ans), d'autant plus qu'après bitumage, le trafic est multiplié par dix. Des grands travaux ont été effectués dans la dernière décennie : Mamou est désormais relié à Kankan, Conakry à Boké, Macenta à Nzérékoré et Lola. On projette de relier Boké à Labé via Gaoual et d'ouvrir le pays sur l'extérieur en prolongeant la

transcôtière ouest africaine vers la Guinée Bissau, en reliant Gaoual au Sénégal, Kouroussa au Mali, Nzérékoré à la Côte d'Ivoire. Malheureusement, des financements extérieurs obtenus semblent avoir « disparu » (cf. pour l'axe Téliélé-Fria-Conakry), des malfaçons ont été observées (entre Guékédou et Macenta, entre Kamsar et Boké). Enfin, les routes bitumées doivent être entretenues ; ainsi l'axe Kankan-Kissidougou est à refaire. Un gros effort a porté sur les pistes rurales, particulièrement en zone cotonnière. Des régions, autrefois à l'écart de tout, se sont ouvertes à l'économie (cf. au nord de Dinguirayé ou entre Baranama et Senko).

Proche du centre-ville, l'aéroport de Conakry-Gbessia est le seul aéroport international de Guinée. Il a été rénové par la Coopération française et est désormais géré par une société d'économie mixte, la SOGEAC (Société de gestion et d'exploitation de l'aéroport de Conakry). Près de 15 compagnies aériennes opèrent sur Conakry dont le trafic annuel reste modeste : 220 000 passagers et 5 000 tonnes de marchandises. Les compagnies nationales (UTA, Air Guinée, Guinée Air Inter) qui relient la capitale aux préfectures éloignées, sont utiles mais leurs avions sont anciens. Il serait souhaitable que les pays africains regroupent leurs potentialités pour refonder un nouvel « Air Afrique » enfin viable. Cela ne semble pas, hélas, pour demain.

L'équipement peine à suivre l'explosion urbaine, surtout dans la capitale

Contrairement à certains pays d'Afrique centrale qui ignoraient tout du système urbain, la tradition urbaine est ancienne en Guinée. Niani sur le Sanharani fut la première capitale de l'empire du Mali du XIII^e au XVI^e siècles. De même au XIX^e siècle, les regards européens étaient tournés vers Timbo, capitale alors du pays foulbé, bourgade endormie aujourd'hui. À côté de ce rôle politique, d'autres villes ont un long passé de villes-marchés d'importance régionale, telles Kankan, Labé. D'autres se sont développées comme comptoirs d'estuaire : Dubréka, Boffa, Boké. À l'époque coloniale, des postes militaires se sont transformés en centres administratifs : Beyla, Siguiri, Younkounkoun. La création du chemin de fer Conakry-Kankan entraîna l'émergence autour des gares, de centres de collecte de produits agricoles tels Kindia, Dabola, Mamou qui, il y a un siècle, était présenté comme une future ville-champignon sur le modèle américain. Kamsar en est avec Fria un exemple récent.

La destinée la plus remarquable est celle de Conakry, installée d'abord sur une petite île : Tombo à l'extrémité de la péninsule du Kaloum, seule pointe rocheuse – rappelons-le – avec le Cap Verga à recouper la mangrove côtière. Un carroyage urbain fut mis au place sur cette île bientôt rattachée au Continent. Les voyageurs des paquebots faisant escale évoquaient une charmante petite ville verdoyante avec ses cocotiers ombrageant la route circulaire côtière. Son développement fut rapide et exponentiel : 300 habitants en 1885, 6 600 en 1910, 13 800 en 1936, 22 000 en 1940, 50 000 en 1955, 113 000 en 1960, 440 000 en 1972, 709 000 en 1983, 1 100 000 en 1996, 1 558 000 en 1999. Cette poussée démographique résulte d'un taux d'accroissement naturel élevé (2,8 %) et d'un exode rural important dû au mirage urbain.

Malheureusement les infrastructures, adaptées à une petite ville coloniale de 50 000 habitants, ne l'étaient plus du tout pour une capitale atteignant le million d'habitants. Il y a dix ans, les habitants s'engouffraient le matin dans l'entonnoir reliant la presqu'île à l'île afin de gagner le centre-ville pour essayer d'en ressortir le soir. Faute de service de voirie, la route de corniche servait de poubelle – en 1995, Ph. Decraene évoque un « nauséabond cloaque » – les coupures d'eau et d'électricité étaient incessantes...

Contrairement à beaucoup de capitales africaines où les quartiers modernes et traditionnels sont nettement séparés (Windhoek, en Namibie, en est l'exemple le plus marquant en raison de l'apartheid encore proche), à Conakry, les « concessions » privées, dispersées sur la presqu'île, sont – faute d'espace – noyées parmi un amoncellement de « cases », occupant peu à peu toute la presqu'île du Kaloum. À partir de 1984-87, le gouvernement s'est peu à peu préoccupé de remettre de l'ordre dans la gestion urbaine. Trois axes routiers, recoupés de transversales, desservent aujourd'hui la presqu'île.

Les transports urbains restent encore très difficiles : la société de bus (Sogetrag) a fait faillite. Il apparaît bien que Conakry trop entassée assume difficilement ses activités de capitale politique, économique, portuaire... Il faudrait de plus en plus déplacer les activités économiques et surtout politiques vers la base de la presqu'île autour du Kakoulima, sinon vers l'intérieur du pays.

Comme pour le reste de l'économie guinéenne, on observe bien à Conakry les contrastes entre des secteurs étatiques figés, par exemple l'Office de la Poste guinéenne (OPG), et des secteurs privatisés plus dynamiques, telles les Télécommunications (Sotelgui). Il en est de même pour la Banque, cf. société d'économie mixte Bicigui. Faut-il insister sur l'inquiétant état de la santé publique ? Un reportage télévisé diffusé il y a peu, soulignait les problèmes de l'hôpital Donka, le plus grand du pays devant l'ancien hôpital Ignace Deen. Qu'en est-il dans le reste du pays ? En 2000, le nombre de médecins à l'œuvre en Guinée était de 0,11 pour 1 000 habitants, et le nombre de lits d'hôpital de 3382. Entre 1995 et 2000, l'indice de fécondité (ISF) est de 6,27 enfants par femme, la mortalité infantile étant de 124,2 pour 1 000 naissances et l'espérance de vie de 46,5 ans.

Le taux d'analphabétisme est de 44,9 % pour les hommes, 73,0 % pour les femmes. La scolarisation des 12-17 ans représente 18,8 %, celle du troisième degré 1,3 %. La dépense publique pour l'éducation (1,9 % du PIB) est à peine supérieure à celle de la Défense (1,8 % du PIB). Il en résulte un mauvais classement de la Guinée (150^e sur 162) à l'indice de développement humain (IDH : 0,397).

L'armature urbaine de la Guinée apparaît déséquilibrée, faute de métropole face à Conakry. Kankan dépasse 100 000 habitants ; cette vieille capitale malinké de Haute-Guinée, réputée frondeuse face au pouvoir central, a perdu son rôle de relais entre la voie ferrée et le Niger. Seules, deux autres villes atteignent ce chiffre : Kindia et Nzérékoré. Six villes ont entre 30 000 et 50 000 habitants, onze entre 10 000 et 30 000 habitants et treize moins de 10 000 habitants. Face à l'exode rural, les villes secondaires apparaissent constituer une étape avant la migration vers la capitale.

Dernièrement (novembre 2002), Jeune Afrique a présenté les grands projets du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique). Parmi ceux prévus (mais non financés, et donc à réalisation lointaine !), signalons une autoroute transcôtère de Dakar à Lagos (10 milliards \$), une interconnexion du rail Ouest africain (3 milliards \$), un gazoduc reliant le Nigeria à Dakar par les villes de la côte (400 millions \$) ainsi qu'un réaménagement du port de Conakry (73,4 millions \$). Il y a du pain sur la planche.

LA GUINÉE A DU MAL À SE REMETTRE D'UNE ÉVOLUTION POLITIQUE PERTURBÉE MAIS L'IMMOBILISME N'EST PAS TENABLE

Au sortir de la période Sékou Touré (1958-84), les experts jugeaient qu'économiquement le pays qui avait vécu replié sur lui-même, était à refaire, faute d'investissements productifs. Beaucoup plus grave, le pays s'était vidé de sa substance (cf. G. Rossi, 1993). On estimait que plus d'un million de Guinéens vivait à l'étranger (600 000 au Sénégal, 550 000 en Côte d'Ivoire, 100 000 au Liberia, autant au Mali - Guinée-Bissau). Beaucoup de cadres avaient fui la dictature : on comptait autant de médecins guinéens à l'étranger qu'en Guinée. D'un autre côté, le pays coupant le cordon ombilical avec le colonisateur, avait pu s'ouvrir à des influences extérieures : soviétique, américaine... Il était fier et décomplexé. Pour d'autres, une génération avait été «perdue», l'enseignement n'était pas au niveau, la corruption s'était propagée parmi les élites; ils parlaient de «plombage économique et politique». Ainsi «le Nouvel Afrique Asie» (1998) notait «une mentalité forgée par vingt-cinq ans de démagogie, d'arbitraire et de tout-Etat, avec pour corollaire, ici plus qu'ailleurs, la corruption, la concussion et un appareil administratif... archaïque...».

En 1984, beaucoup d'espairs furent mis dans la politique du nouveau chef d'État, le général Lansana Conté, avec la libéralisation de l'économie, la reprise des investissements étrangers, le lancement de grands travaux, l'ouverture au multipartisme, l'élection d'une assemblée nationale avec pouvoir législatif. La déception s'est progressivement installée au fil du temps. La manne industrielle qui, depuis déjà quarante ans, fait vivre l'État, ne profite pas aux investissements, il n'y a pas de filière industrielle induite, la population ne voit pas de retombées améliorant son niveau de vie. Pour Ph. Decraene (1995), observateur qualifié, «la crise (en Guinée) est exclusivement politique».

Une mutinerie militaire éclata en février 1996. Plusieurs obus tirés par un char perforèrent le Palais dit de l'OUA ou des Nations, servant alors de Palais Présidentiel. Un incendie se déclara et l'on vit sa structure métallique s'effondrer comme un château de cartes. Le Président aurait facilement pu étendre un régime d'exception; il garda son sang-froid et il y eut un procès équitable. Il choisit un premier ministre Sydia Touré, technocrate profilé de la Banque Mondiale. Les milieux économiques se réjouirent car il s'attaqua aux entreprises étatiques non rentables, fit la «chasse aux fonctionnaires fictifs» (J.A., oct. 96), accusant une minorité d'entre eux d'avoir «pris le pays en otage», regrettant les «vingt-six années de collectivisme qui ont créé des habitudes de tout-Etat».

Le général Lansana Conté, pourtant réélu fin 1998, fit arrêter l'un des deux principaux opposants Alpha Condé (leader du Rassemblement du peuple de Guinée: RPG), qui, accusé d'être de mèche avec les putschistes, dut attendre avant d'être jugé, fut condamné puis relâché. Apparemment inquiet de l'efficacité de son premier ministre, Lansana Conté le remplaça en mars 1999 par un magistrat tranquille Lamine Sidimé. On l'accuse désormais d'immobilisme (*Lansana Conté, un chef de village à la présidence, J.A., septembre 2002*).

Fin 1989, la Guinée, trop longtemps repliée dans sa coquille, a assisté impuissante aux guerres civiles qui ont dévasté les deux pays anglophones voisins Liberia puis Sierra Leone. Elle a cru qu'elle pouvait se contenter d'abriter près de 500 000 réfugiés dans les camps aux tentes bleues du HCR alignées au long des pistes frontalières. Le réveil fut brutal à partir de fin 1998 avec des incursions de «rebelle» n'hésitant pas à franchir la frontière pour lancer des raids destructeurs sur Guékédou, Macenta et même Forécariah à moins de cent kilomètres de la capitale. Il fallut faire intervenir une force d'interposition africaine devant cette action déstabilisante, déséquilibrant l'économie locale. On estime qu'en 2001, le conflit a coûté mensuellement au Trésor guinéen près de dix millions d'euros; 70 000 Guinéens de Guékédou, ville détruite à 80 %, ont dû être déplacés vers l'intérieur.

Suivant le regrettable exemple de plusieurs chefs d'État, le président a fait organiser un référendum le 11 novembre 2001 afin de modifier la constitution pour lui permettre de briguer un troisième mandat en 2003. Le gouvernement a publié sa victoire avec 98 % de «oui» et une participation de 87 %. Selon l'opposition qui avait boycotté le scrutin, la participation n'aurait pas dépassé 20 %! Les journaux parlent d'attentisme, de «médiocratie». Selon l'ancien premier ministre Sidya Touré passé à l'opposition (J.A. janvier 2002): «Avec un potentiel économique au moins égal à celui de la Côte d'Ivoire, la Guinée n'a encore rien fait de ses quarante-trois ans d'indépendance... Il n'y a aucune volonté de sévir (contre les détournements, la corruption)..., la longue répression que connaît le peuple depuis des années a fini par le rendre passif... Sur le plan économique, le désastre est total et tous les indicateurs sont au rouge».

De même, dans un ouvrage-bilan sur l'Afrique (2002), un observateur africain qualifié, Jean-Paul Ngoupandé, ancien premier ministre centrafricain, jugeant divers pays africains, indique: «La Guinée de Lansana Conté est un mélange confus de méthodes autoritaires héritées de la période de la dictature sanguinaire de Sékou Touré, et de relents tribalistes dignes des pays d'Afrique Centrale. Au pouvoir depuis 1984, le général Conté ne semble pas s'être aperçu de la nature des changements intervenus dans le monde depuis la chute du mur de Berlin. Arc-bouté à sa conception du pouvoir, qui ne peut être qu'absolu, il est hermétiquement fermé à toute conciliation...». Aux dernières nouvelles, le Président est gravement malade, ce qui peut expliquer l'immobilisme gouvernemental.

Il faut rappeler qu'après «l'ère de la glaciation sékoutouréenne», les «Guinéens de l'extérieur» ne sont pas rentrés. Selon JA (novembre 2002), on les estime à «plus de deux millions de personnes... près d'un Guinéen sur trois... Une saignée démographique sans précédent en Afrique».

CONCLUSIONS

Il apparaît ainsi qu'il est grand temps que la génération politique au pouvoir s'emploie à assurer d'urgence une transition dans le calme et avant tout que la paix – sans laquelle rien ne sera possible – s'instaure dans les pays voisins. Il est temps que l'Afrique dépassant ses clivages ethniques ou linguistiques, marche vers son unification au moins dans un premier temps pour l'ouest africain. La Guinée qui est souvent restée à côté des regroupements monétaires, économiques ou politiques, pourrait plus facilement peut-être servir d'intermédiaire pour établir des liens entre ces Etats. Elle doit aussi investir utilement chez elle pour le bien-être de ses populations : ses potentialités humaines et matérielles qui ne sont pas minces, demeurent encore sous-employées.

BIBLIOGRAPHIE

- La Guinée française. (publication du Gouvernement de l'AOF (Expo nationale coloniale de Marseille, 1922, Impr. Barrier, Montauban, 27 p.).
- La Guinée. (publication du Gouvernement Général de l'AOF (Expo coloniale internationale de Paris, 1931, SEGMC, Paris, 148 p. + cartes hors texte).
- La Guinée française (recueil d'articles sur), 1956 – Cahiers Charles de Foucauld, Paris, 44^e vol., 174 p.
- ARCIN A., 1907 – La Guinée Française. Races, religions, coutumes, productions, commerce. A. Challamel éd., Paris, 659 p., ph., fig.
- ASPE-FLEURIMONT, 1900 – La Guinée Française. Conakry et les Rivières du Sud. Etude économique et commerciale. A. Challamel éd., Paris, 351 p., 1 carte au 1/1 000 000.
- BOULVERT Y., 1992 - Eléments d'atlas climatique de la région guinéenne et péri-guinéenne, ORSTOM Bondy, 16 p. + 25 cartes 1/5 000 000, + 2 tableaux.
- BOULVERT Y., 2000 – Relations entre surfaces d'aplanissements en Centrafrique et en Guinée. Bull. Assoc. Géogr. Français, 4, p. 384-393.
- BOULVERT Y., 2000 – Documents phytogéographiques guinéens, 52 cartes à 1/ 4 000 000, IRD, Bondy, 243 p. multigr.
- BOULVERT Y. (sous presse) – Cartes géomorphologiques de Guinée.
- CHARLES B., 1972 – La République de Guinée. Encyclopédie politique et constitutionnelle, Berger-Levrault, 72 p.
- CHARLES B., 1990 – Guinée, p. 53-66 in *Encyclopaedia Universalis*, Paris, corpus 11, 1055 p.
- CONDE J., DIALLO A-B., 2001 – Une ambition pour la Guinée. L'Harmattan, 343 p.
- DECRAENE Ph., 1995 – Impressions guinéennes in *Mondes et cultures*, Paris, to. LV, p. 38-45.
- DEWEY M., 1998 – La Guinée. Karthala, Paris, 304 p.

- DUBRESSON A., 1994 – Les Rivières du Sud, chap. X, p. 136-146 in *Les Afriques au sud du Sahara. Géographie universelle* sous la direction de R. Brunet, éd. Belin-Reclus, Paris, 480 p.
- GIGON F., 1959 – Guinée. Etat pilote. Plon, Paris, 111 p.
- KAWALEK A., 1977 – Eléments climatologiques de la Guinée. SENASOL, Conakry, 97 p., 11 cartes, 7 tabl., 7 fig.
- LARRUE J., 1997 – Fria en Guinée. Première usine d'alumine en terre d'Afrique (Thèse Paris I, 1994). Karthala, Paris, 424 p., 2 pl., 37 ph.
- LEWIN A., 1984 – La Guinée, coll. Que sais-je ?, PUF, Paris, 127 p.
- MICHEL P., 1973 - Les bassins du Sénégal et de la Gambie. Etude géomorphologique. Mémoire ORSTOM, Paris, 63, 3 tomes, 3 vol., 752 p., 170 fig., 87 phot., 9 pl., 6 cartes géol. à 1/200 000.
- NGOUPANDE J-P., 2002 – L'Afrique sans la France. Histoire d'un divorce consommé. Albin Michel, Paris, 399 p.
- REMY M., 1999 – La Guinée aujourd'hui. Ed. du Jaguar, Paris, 256 p.
- RICHARD A., TOMPAPA E., BAH M.A., 1998 – Conakry, porte de la Guinée. Gannadal - Edicef, 144 p.
- ROSSI G., 1993 – Évolution politique, démographique et dynamique de l'environnement en Guinée forestière, p. 253-272 in *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de Géogr. de Bordeaux*, n° 183.
- SURET-CANALE J., 1970 - La République de Guinée. Editions Sociales, Paris, 431 p.
- VILLENEUVE M., 1984 - Etude géologique sur la bordure sud-ouest du craton ouest-africain. La suture panafricaine et l'évolution des bassins sédimentaires protérozoïques et paléozoïques de la marge NW du continent de Gondwana, thèse Doct. Sc., Aix – Marseille, 2 tomes, 552 p., 221 fig., XVII tabl., 4 cartes 1/500 000.
- Divers : Cartes IGN, IRD, BRGM, ...
Guide Bleu Afrique de l'Ouest, 1968, 573 p.
Petit Futé Guinée, 1999, 224 p.
Revue : Marchés tropicaux, Le Monde, Les Cahiers d'Outre-Mer, Jeune Afrique – L'Intelligent, Le Nouvel Afrique-Asie, L'État du Monde...

Boulvert Yves (2003)

La Guinée : atouts et handicaps au seuil du troisième millénaire : essai synthétique de géographie physique, économique et humaine

La Géographie, (1508), 55-75

ISSN 1627-4911